

Les entreprises soutiennent les forêts du monde



La protection de l'environnement est aussi un enjeu fondamental pour les entreprises. De nombreuses entreprises japonaises déploient des activités à l'étranger en tirant parti de leurs atouts, notamment une production et des technologies écologiques liées à la réhabilitation des forêts.

UCC Ueshima Coffee Co., Ltd.

En Éthiopie

Produire un « café de forêt » de haute qualité

UCC Ueshima Coffee Co., Ltd. a développé le concept de production intégrée du café, de la culture de plants de café sur ses propres exploitations dans les pays de production jusqu'à l'approvisionnement, la production, la distribution et la vente. Consciente du fait qu'un café de saveur nécessite un environnement naturel riche, l'entreprise travaille proactivement à protéger l'environnement. L'une de ses initiatives est un projet de protection des forêts dans la région de Belete-Gera en Éthiopie, en coopération avec la JICA.

En Éthiopie, la population coupe les arbres pour en tirer un revenu et la destruction environnementale est devenue préoccupante. De ce fait, l'entreprise s'est concentrée sur le café, qui pousse naturellement dans la forêt, pour mener de front des activités économiques et de protection environnementale. L'entreprise a d'abord obtenu la certification Rainforest Alliance qui prouve la durabilité de la méthode de production. Puis, elle a travaillé sur l'amélioration de la qualité en apprenant aux producteurs locaux à trier les grains de café selon leur maturité et à gérer la qualité. Suite à ces mesures, un café de spécialité produit en Éthiopie a finalement été commercialisé et a contribué à renforcer la motivation et

les revenus des habitants locaux. UCC Ueshima Coffee Co., Ltd. va poursuivre cette initiative pour que les résidents locaux n'aient plus à compter sur le revenu issu de la coupe des arbres pour vivre.



Un expert japonais enseigne la méthode de séchage des cerises de café.

Kanematsu Corporation

En Indonésie

Réduire l'agriculture sur brûlis par la culture du cacao

Kanematsu Corporation participe au nouveau système REDD+ et mène des activités environnementales en tant que société commerciale, et non en tant qu'entreprise manufacturière. Dans le cadre d'un partenariat public-privé, l'entreprise met au point un mécanisme permettant d'obtenir des crédits de réduction des émissions de gaz à effet de serre par une contribution à REDD+ et de les utiliser pour atteindre les objectifs de réduction du Japon via des transactions de marché.

Kanematsu développe actuellement un projet visant à introduire la culture du cacao dans la province de Gorontalo, en Indonésie, qui souffre de la déforestation causée par la culture du maïs sur brûlis. En coopération avec Dari K Co., Ltd., qui produit et vend du chocolat, Kanematsu offre des conseils techniques aux agriculteurs locaux pour produire un cacao de bonne qualité et promouvoir le développement de la chaîne de valeur au niveau de l'approvisionnement et du marketing. L'objectif est de vendre des produits à base de cacao de cette région sur les marchés japonais et indonésiens en coopérant avec des producteurs. Kanematsu promeut également les projets REDD+ dans

des pays tels que le Vietnam, où l'entreprise a commencé une étude sur les activités REDD+ centrées sur le reboisement.



Des agriculteurs reçoivent des instructions sur la culture du cacao (photo publiée avec l'autorisation d'ERM Japan Ltd.).

Soutenir les initiatives des entreprises privées !

Plateforme public-privé du Japon pour REDD+

La REDD+ est un système permettant aux pays développés d'aider les pays en développement. Lorsque les pays en développement réduisent les émissions de gaz à effet de serre en protégeant les forêts et en maintenant ou en augmentant l'accumulation de carbone, ils obtiennent un soutien financier. La contribution des pays développés qui soutiennent les pays en développement est également évaluée et les pays développés sont récompensés en crédits de réduction d'émissions.

La REDD+ est devenue un élément de l'ordre du jour international depuis la COP 11 en 2005. L'accord de Paris, qui formera le nouveau cadre de lutte contre le réchauffement climatique après 2020, a été adopté lors de la COP 21 à la fin de l'année 2015 et il comprend des articles recommandant la promotion de la REDD+ dans les pays développés et les pays en développement.

Afin de mettre en œuvre la REDD+, il est nécessaire de mesurer continuellement les zones forestières et le volume de carbone. La JICA soutient les pays d'Asie et d'Afrique qui manquent de savoir-faire pour utiliser ces technologies de mesure, par le biais de projets de coopération technique et de formation destinés à renforcer les dispositifs de surveillance et édifier des politiques et des systèmes.

De plus, la plateforme public-privé pour REDD+ a été établie en novembre 2014 afin que les entreprises privées, les organisations gouvernementales et les instituts de recherche puissent coopérer au sein d'un système 100 % japonais en vue de mettre pleinement en œuvre la REDD+. La JICA et l'Institut de recherche

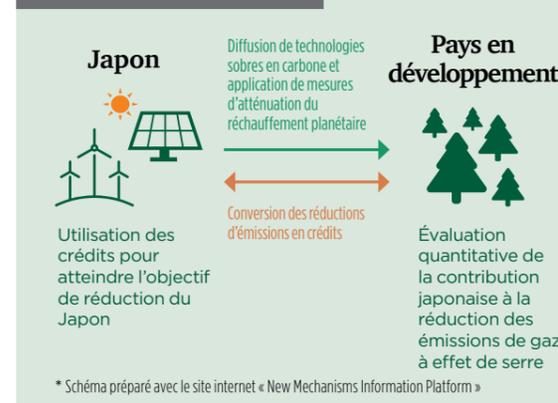


Des membres de la plateforme discutent du développement de modèles d'activité en lien avec la protection de la forêt.

sur la forêt et les produits forestiers sont à la tête du secrétariat et 78 organisations ont rejoint le projet en mars 2016. Les activités de la plateforme sont réparties en trois groupes de travail. Le premier a pour objectif d'approfondir la compréhension au Japon et à l'étranger en communiquant sur l'importance de protéger les forêts et les activités des organisations participantes à travers des sites internet et des événements, tout en diffusant des informations notamment lors des conférences internationales. Le deuxième est axé sur le partage des informations, des connaissances et des expériences nécessaires pour promouvoir la protection des forêts et construire un réseau entre les organisations participantes. Le troisième consiste à étudier et à faire des propositions sur la combinaison de l'aide publique et des capitaux privés et à développer des modèles d'activité en lien avec la protection des forêts.

Le gouvernement japonais a soutenu les initiatives REDD+ parallèlement au mécanisme conjoint de crédit (MCC). Le MCC est mis en œuvre par deux pays, le Japon et un pays en développement qui a accepté le dispositif ; le Japon a déjà signé des accords avec 16 pays en février 2016. Le système permet au Japon de fournir aux pays partenaires des technologies et systèmes sobres en carbone, de travailler sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'utiliser ces contributions pour atteindre les cibles de réduction des émissions du Japon.

Fonctionnement du MCC



* Schéma préparé avec le site internet « New Mechanisms Information Platform »

• Site internet de la plateforme REDD+ (en anglais)
http://www.reddplus-platform.jp/index_en.html